

**PRÉFECTURE
DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Direction des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement
Bureau de la Protection
de l'Environnement
N° 37 ENV 95**

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la Légion d'Honneur

VU la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;
VU le Décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;
VU l'Arrêté Ministériel du 13 juin 1994 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
VU le Récépissé de déclaration délivré le 18 juin 1991 au GAEC DES FETINAGES pour l'exploitation d'un élevage de 18 000 dindons au lieu-dit "L'Angle" commune de STE PAZANNE ;
VU la demande en date du 13 décembre 1994 présentée par le GAEC DES FETINAGES en vue d'être autorisé à procéder à l'extension de son élevage avicole susvisé, en portant l'effectif total à 60 000 poulets de chair ;
VU l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;
VU l'Avis du Commissaire-Enquêteur en date du 29 mai 1995 ;
VU l'Avis du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, en date du 8 février 1995 ;
VU l'Avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 27 mars 1995 ;
VU l'Avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 21 mars 1995 ;
VU l'Avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 28 mars 1995 ;
VU l'Avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 16 mars 1995 ;
VU l'Avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 25 avril 1995 ;
VU l'Avis de la Société Nationale des Chemins de Fer Français en date du 5 avril 1995 ;
VU l'Avis du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Loire-Atlantique en date du 3 avril 1995 ;
VU l'Avis du Directeur Régional de l'Environnement en date du 16 mars 1995 ;
VU l'Avis du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction de la Production et des Echanges - Sous-Direction des Productions Végétales - Bureau Viticulture en date du 14 avril 1995 ;
VU l'Avis du Conseil Municipal de STE PAZANNE en date du 23 mai 1995 ;
VU l'Avis du Conseil Municipal de ST HILAIRE DE CHALEONS en date du 28 avril 1995 ;
VU l'Avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 6 juillet 1995 ;
VU le projet d'arrêté transmis au GAEC DES FETINAGES en application de l'article 11 du Décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique :

ARRETE

ARTICLE 1 : L'élevage du GAEC LES FETINAGES sera implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit "L'Angle", commune de STE PAZANNE. Des haies constituées d'essences locales seront plantées à l'Ouest et au Sud des poulaillers. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et son mode d'utilisation doivent être portés à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

ARTICLE 2 : La capacité maximale de l'élevage sera de *60000 équivalents animaux* de plus de 1 jour en présence instantanée et est rangé parmi les installations soumises à autorisation sous le n° 2111-1 de la nomenclature.

Sur le même site sont entretenus : - 27 vaches laitières

- 50 taurillons

- 2000 poulets fermiers.

ARTICLE 3 : L'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière dans deux bâtiments de 1200 m² chacun en ventilation dynamique.

ARTICLE 4 : Les murs et cloisons des bâtiments seront imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

ARTICLE 5 : *Approvisionnement en eau - Entretien des bâtiments et du matériel :*

Au niveau de l'établissement, il y aura de l'eau sous pression en quantité suffisante. Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

L'eau des abreuvoirs sera de l'eau potable.

Toutes les eaux usées du local technique des poulaillers et provenant du nettoyage du matériel sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers la fosse de stockage du purin des taurillons.

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduelles et aux effluents d'élevage et seront évacuées vers le milieu naturel.

Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les litières et les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

La litière sera enlevée après chaque bande, le bâtiment sera nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire sera réalisé.

ARTICLE 6 : Toutes dispositions efficaces seront prises dans toutes les parties de l'élevage pour éviter l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

ARTICLE 7: Le fumier pourra en cas de besoin être stocké sur la fumière des vaches laitières. Il sera épandu sur *108,77 hectares* dont *28,85 hectares* prêtés par un tiers. .

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages, à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, à moins de 35 mètres des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente.

L'épandage du fumier de volailles est interdit sur les parcelles de la section H n° 1828, 1829, 1830 et 1919 et de la section C n° 201 qui bordent le ruisseau de la Mortonnerie.

En cas de stockage du fumier sur le site d'épandage, il sera recouvert d'une bâche pour éviter tout lessivage.

Son entreposage ne pourra avoir lieu à moins de 50 mètres de toute habitation, à 35 mètres des cours d'eau, 50 mètres des points d'eau utilisés pour la consommation, 5 mètres des routes et fossés.

ARTICLE 8 : Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il comportera les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation azotée et phosphorée, réactualisé, le cas échéant suivant les modifications d'assolement,
- les dates d'épandage,
- les volumes d'effluents ainsi que les quantités d'azote et de phosphore, épandues toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement.

ARTICLE 9 : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

ARTICLE 10 : Les cadavres seront stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

ARTICLE 11 : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra excéder les seuils fixés par l'Arrêté Ministériel relatif au bruit des installations classées (Arrêté ministériel du 20 août 1985). Il est complété par les dispositions suivantes :

- le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes,

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

DUREE CUMULEE D'APPARITION du bruit particulier T	EMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 12 : Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15.100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 13 : Incendie - Moyens de secours

Une borne incendie est située à 135 mètres de l'élevage.

ARTICLE 14 : En aucun cas, ni en aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 15 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserves du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 16 : Une copie du présent arrêté sera déposée en la *Mairie de STE PAZANNE* et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la *Mairie de STE PAZANNE* pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du *Maire de STE PAZANNE* et envoyé à la Préfecture de Loire-Atlantique, *DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT*, Bureau des Installations Classées.

Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux *Conseils Municipaux de STE PAZANNE et ST HILAIRE DE CHALEONS*.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du *GAEC DES FETINAGES* dans les quotidiens "Ouest-France", et "Presse-Océan".

ARTICLE 17 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis au *GAEC DES FETINAGES*, qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cet éleveur.

ARTICLE 18 : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la Loi du 19 juillet 1976, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 19 : Le secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de ST NAZAIRE, les Maires de STE PAZANNE et ST HILAIRE DE CHALEONS et le Directeur des Services Vétérinaires de Loire-Atlantique - Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 9 AOUT 1995
LE PREFET

Pour ampliation
le Chef de Bureau de la Protection de
l'Environnement

Pour

Le Secrétaire Général

Pour le Préfet,
le Chef de Bureau

Pierre BARATON


M. DÉLAVAL

